

Maitre de l'ouvrage

UNIVERSITE DE BORDEAUX

351, Cours de la libération

33405 TALENCE Cedex



**REHABILITATION DU PLATEAU PACEA
BÂTIMENT 2
ALLEE GEOFFROY SAINT HILAIRE
33150 PESSAC**

**CCTP LOT 00
GENERALITES COMMUNES
PHASE DCE**

BUREAU D'ETUDES :

Date : Novembre 2024



10 Allée Jean DUBUFFET
33 130 BEGLES
Tel : 05 57 59 28 90
@ : secretariat@math-ingenierie.fr

ARCHITECTE :



24 rue Peyreblanque
33 000 BORDEAUX
Tel : 06 87 09 81 06
@ : contact@vgau.fr

SOMMAIRE

1. GENERALITES.....	3
1.1. PRESENTATION DES INTERLOCUTEURS.....	3
1.2. OBJET DES TRAVAUX	4
1.2.1. Présentation	4
1.2.2. Répartition des lots	4
1.2.3. Eléments pour la remise de l'offre	4
2. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES.....	5
2.1. GENERALITES	5
2.2. PLANS D'EXECUTION, DE COORDINATION, DE SYNTHESE	5
2.3. NOTICES	5
2.4. CONFORMITE D'ENSEMBLE	5
2.5. CONSISTANCE DE CHAQUE LOT	5
2.6. FOURNITURES	6
2.1. CONTRÔLE ET ESSAIS	6
2.2. GARANTIES	6
2.3. COORDINATION - LIMITES DE PRESTATION	7
2.4. OBJETS ET OUVRAGES DIVERS	7
2.5. AMIANTE.....	7
3. CONDITIONS D'EXECUTION	8
3.1. CONNAISSANCE DES LIEUX ET SERVITUDE DE PASSAGE.....	8
3.2. RELEVES - ETATS DE LIEUX	8
3.3. TROUS - SCELLEMENTS - INCORPORATIONS	8
3.4. SECURITE INCENDIE.....	8
3.5. SECURITE DES PERSONNES - CONTRAINTES D'HYGIENE.....	8
3.6. INSTALLATIONS DE CHANTIER COMMUNES	9
3.7. NETTOYAGES	10
3.8. COORDINATION DES ÉTUDES ET TRAVAUX	10
4. DISPOSITIONS RELATIVES AUX TRAVAUX.....	10

4.1. ACCES AU CHANTIER	10
4.1. LIVRAISON/EVACUATION DE MATERAUX ET MATERIEL.....	11
4.1.1. Evacuation des gravats	11
4.1.2. Livraison de matériel lourds.....	11
4.1.3. Livraison de matériel encombrant (non compatible avec le monte-charge).....	11
4.2. COORDINATION / PLANNING.....	11
4.3. HYGIENE ET SECURITE DU CHANTIER.....	12
4.4. COMPTE PRORATA	12
4.5. DOSSIER D'EXECUTION	12
4.6. RECEPTION	12

1. GENERALITES

1.1. PRESENTATION DES INTERLOCUTEURS

Maîtrise d'ouvrage : UNIVERSITE DE BORDEAUX
351 Cours de la libération
33405 Talence Cedex
Tél : 06 03 94 65 78
@ : marjory.ducom@u-bordeaux.fr

Maîtrise d'œuvre : MATH INGENIERIE
10 Allée Jean Dubuffet
33130 Bègles
Tél. : 05 57 59 28 90
@ : secretariat@math-ingenierie.fr

Bureau de Contrôle : APAVE SUDEUROPE SAS
ZI Avenue Gay Lussac
33370 Artigues-près-Bordeaux
Tél. : 06 15 01 52 97
@ : regis.noisel@apave.com

Coordinateur SPS : SOCOTEC
3 impasse Henri Le Châtelier
33692 Mérignac
Tel : 06 09 28 76 52
@ : alain.celo@socotec.com

Coordinateur SSI : A2CI
5 rue des acacias
33210 Mazeres
Tel : 07 79 82 75 38
@ : d.zerbib@a2ci-prevention-incendie.fr

Lieu des travaux : Bâtiment 2
Allée Geoffroy Saint Hilaire
33600 Pessac

1.2. OBJET DES TRAVAUX

1.2.1. Présentation

Le projet concerne les travaux de réhabilitation du plateau PACEA au R+3 du bâtiment 2 situé sis Allée Geoffroy Saint-Hilaire, Campus Bordes à Pessac.

Le local est classé ERT

1.2.2. Répartition des lots

LOT 01	DEMOLITIONS
LOT 02	PLÂTRERIES
LOT 03	MACRO-LOT MENUISERIES INTERIEURES / EXTERIEURES
LOT 04	SOL SOUPLE / PEINTURES / NETTOYAGE
LOT 05	PAILLASSES / MOBILIER
LOT 06	CVC / PLOMBERIE / SANITAIRES
LOT 07	ELECTRICITE CFO CFA
LOT 08	SALLES BLANCHES

1.2.3. Eléments pour la remise de l'offre

L'exécution des travaux se fera en une seule tranche

Lors de la remise de leur offre, les Entreprises doivent prévoir et intégrer, en le signalant si elles le jugent utile, les travaux omis ou imparfaitement précisés, ou complémentaires pour le parfait achèvement des ouvrages suivant les règles de l'art, la réglementation et les obligations habituelles. C'est au titulaire du Marché qu'incombent ces obligations.

Les offres forfaitaires concerneront l'opération dans sa globalité comme dans ses particularités propres. Afin de permettre une meilleure compréhension des travaux à réaliser, outre la décomposition de l'opération, certains aspects singuliers seront pris en compte dans le cadre de l'étude et plus particulièrement ceux cités ci-après :

- Spécificité des architectures existantes et de leur maintien, avec prise en compte de la bonne qualité de certains ouvrages de structure, dans les bâtiments rénovés,
- Difficultés inhérentes à la situation avec spécialement le règlement des problèmes d'accès,
- Choix préalable des techniques, méthodes et matériels à définir à partir des difficultés ci-dessus,
- Qualités thermiques et acoustiques recherchées et adaptées aux types de construction,
- Sujétions diverses d'organisation de chantier, d'installation et d'ordonnancement des travaux,
- Adaptation des structures existantes,
- Respect absolu, avec obligations des justifications par les Entreprises (notes de calculs, plans, etc.) de toutes les exigences réglementaires concernant les équipements divers (thermiques, acoustiques, divers, etc.).

2. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

2.1. GENERALITES

Le dossier de consultation, destiné à devenir "dossier marché" établi par la Maîtrise d'Œuvre, définit sans ambiguïté les principes et données de base d'exécution (en particulier à partir du présent C.C.T.P. qui constitue les spécifications techniques détaillées).

Ils déterminent donc les objectifs d'architecture, d'aspect, de confort d'équipements et de qualité d'ensemble ainsi que les éléments techniques de principe destinés à être utilisés pour la mise au point par des plans définitifs de chantier et de recollement.

2.2. PLANS D'EXECUTION, DE COORDINATION, DE SYNTHESE

A partir des plans techniques de principe, l'établissement des documents d'exécution ainsi que celui des plans "comme exécuté" incombe en totalité à l'Entreprise adjudicataire.

La mise au point des plans d'exécution sera effectuée dans le cadre d'un planning d'études permettant les divers circuits d'information, de coordination et d'approbation. Des ajustements seront toutefois prévus au stade du chantier.

2.3. NOTICES

Parallèlement à l'établissement des plans ci-dessus et dans le cadre du respect du marché et de la conformité aux pièces contractuelles, les Entreprises fourniront à la maîtrise d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage toutes les notices concernant la fabrication, les caractéristiques, le montage et le fonctionnement des équipements, matériels, matériaux à mettre en œuvre.

2.4. CONFORMITE D'ENSEMBLE

La conformité aux pièces contractuelles est exigée formellement, mais avec équivalences par analogie ou similitude, sous réserve du respect de qualité au moins identique. Toutefois, c'est toujours l'acceptation du Maître d'Ouvrage, après avis du Maître d'Œuvre, qui détermine l'accord définitif en vue de la mise en œuvre. En aucun cas, les Entreprises ne pourront procéder à une modification ou adaptation de leur propre chef.

2.5. CONSISTANCE DE CHAQUE LOT

Tous les travaux et fournitures nécessaires au parfait et complet achèvement des ouvrages, même les travaux non spécialement décrits, doivent être :

- Prévus par l'entrepreneur
- Exécutés conformément aux Règles de l'Art
- Chiffrés dans la proposition forfaitaire

Ils sont implicitement compris dans les prix unitaires de l'offre pour respecter le caractère forfaitaire de la proposition. Sont compris également tous les ouvrages devant concourir à la réalisation des installations, de même que toutes les démarches nécessaires à effectuer.

2.6. FOURNITURES

Les Entreprises sont tenues de fournir des matériaux répondant aux Normes Françaises et les ensembles préfabriqués répondant aux règlements du CSTB ou du CTB.

En ce qui concerne les matériaux ou systèmes non traditionnels, seuls seront acceptés ceux ayant fait l'objet d'un agrément CSTB et dont la validité sera confirmée à la passation du Marché. Si en cours de travaux, l'agrément vient à expiration et n'est pas renouvelé, un nouveau matériau ou système sera proposé à l'accord du maître d'ouvrage.

Dans le cas de renouvellement, toutes les réserves faites par le CSTB seront rigoureusement respectées. Dans le choix d'un autre matériau, celui-ci devra bénéficier d'un agrément dans les conditions ci-dessus. Parallèlement à tout projet d'exécution, les entreprises doivent remettre toutes fiches techniques ou Avis Techniques, justifiant des qualités et provenances des fournitures, en vue de l'accord du maître d'œuvre.

Les entreprises devront réaliser, à titre gracieux, tous les prototypes d'ouvrages qui pourraient leur être demandés par le maître d'œuvre. Les entreprises participant aux travaux devront obligatoirement déposer au bureau de la direction du chantier, les échantillons, modèles et spécimens de tous les matériaux de leurs travaux, ainsi que tous les renseignements les concernant.

Les échantillons fournis deviendront la propriété du maître de l'ouvrage qui pourra les éprouver et éventuellement les détériorer, sans que les entreprises ou leurs sous-traitants soient rémunérés de ce fait. L'exécution de plusieurs échantillons témoins in situ de quelques mètres carrés chacun, sera exigée dans les mêmes conditions pour le choix des teintes de revêtements.

Les marques citées dans le devis descriptif sont à fournir. Si elles sont citées à titre de référence, elles sont suivies de mentions "équivalentes ou similaires".

2.1. CONTRÔLE ET ESSAIS

Afin de prévenir les aléas techniques découlant d'un mauvais fonctionnement des installations, les Entreprises devront effectuer, au minimum avant réception, les essais et vérifications figurant sur la liste établie par le COPREC, dans la mesure où ils s'appliquent aux installations concernées.

Liste publiée dans le supplément spécial du Moniteur n° 79.22 bis du 28 mai 1979.

Les résultats de ces vérifications et essais devront être consignés dans les procès-verbaux, qui devront être envoyés pour examen au Maître d'œuvre en deux exemplaires.

2.2. GARANTIES

Les ouvrages seront réalisés traditionnellement ou par procédés ayant obtenu un AVIS TECHNIQUE favorable du C.S.T.B. Dans ce cas, ils seront mis en œuvre conformément aux recommandations de cet avis technique.

Dans tous les cas, ils devront être acceptés en Garantie par la Commission du S.T.A.C.

La date de réception portée sur le procès-verbal correspondant est le point de départ :

- de la garantie de parfait achèvement
- de la garantie de bon fonctionnement (ex-biennale)
- de la garantie décennale

Lorsque la réception est assortie de réserves, l'entrepreneur doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai fixé par le maître d'œuvre ou en l'absence d'un tel délai, trois mois avant l'expiration du délai de garantie. Pour tous travaux de réfection résultant de la garantie du marché, l'entrepreneur sera tenu de procéder à la remise en état de la ou des parties défectueuses, y compris sujétions diverses, travaux préparatoires de divers.

Pour les travaux soumis à la garantie décennale, celle-ci résulte des principes des articles 1792 et 2270 du code civil.

2.3. COORDINATION - LIMITES DE PRESTATION

L'entreprise reste seule chargée de l'organisation de ses travaux dans les délais globaux fixés par le maître d'œuvre.

Chaque entreprise devra prendre connaissance des prestations à réaliser par les autres corps de métier quand elles sont en liaisons l'une avec l'autre et respecter les délais d'interventions définis au préalable co-jointement et durant les travaux pour ne pas pénaliser l'ensemble des travaux devant être réalisés en plusieurs phases.

2.4. OBJETS ET OUVRAGES DIVERS

Chaque entreprise devra procéder à la dépose et repose de tous les objets, câbles, et ustensiles divers fixés sur les parois, avec éventuellement modification et réadaptation de ces objets, pour permettre la réalisation de ses travaux.

2.5. AMIANTE

Conformément aux conclusions présentées par le diagnostiqueur Socotec dans son diagnostic RAAT établis en avril 2020, aucune présence d'amiante n'a été relevée dans les locaux impactés par le chantier.

3. CONDITIONS D'EXECUTION

3.1. CONNAISSANCE DES LIEUX ET SERVITUDE DE PASSAGE

Les Entreprises sont invitées, dans le cadre de leur étude avant soumission, à se rendre compte sur place de l'état des lieux. Après signature du marché, mises au point relatives aux obligations et des servitudes résultant de l'utilisation de la voirie existante, les entreprises devront les assumer tant en ce qui concerne la limitation des gênes (charrois, passages, horaires, encombrements) que les nettoyages, remises en état, réfections des chaussées, etc.

Les dégâts causés à la voirie et espaces verts seront réparés à la charge des entreprises. L'entreprise du lot 03 Plâtrerie / Faux plafonds en charge des installations de chantier fera procéder avant commencement des travaux à un état des lieux contradictoire, avec constat d'huissier, des ouvrages voisins, susceptibles d'être affectés par les travaux.

3.2. RELEVES - ETATS DE LIEUX

Les entreprises en contrôleront les données. L'entrepreneur doit se rendre compte de l'importance et de la nature des travaux et fournitures à réaliser et suppléer, le cas échéant, par ses connaissances ou son expérience, aux détails du projet qu'il juge insuffisants, inexacts, omis ou mal indiqués, ou contraire aux règles administratives à respecter. Il doit faire, dès son offre, toutes les rectifications éventuellement nécessaires et en inclure les incidences financières dans son prix forfaitaire.

En cas de discordance entre les plans des existants et ceux faisant partie de la phase DCE et les plans techniques ce sont les premières cités qui priment. Avant toute exécution, l'entrepreneur doit vérifier les plans, la désignation des locaux pour lesquels il doit intervenir, ainsi que tous les documents qui lui sont remis.

3.3. TROUS - SCHELLEMENTS - INCORPORATIONS

Chaque entreprise procédera à la réservation des trous et des passages, dans les ouvrages qu'elle construit, dans la mesure où les renseignements correspondants et les implantations lui soient fournis sur le plan et en temps utile par les entreprises intéressées. Dans le cas de passages et de trous dans des ouvrages anciens, ils sont à la charge de l'entreprise qui les demande. Tous les scellements seront exécutés par l'entreprise correspondant à l'ouvrage posé. L'utilisation des pointes SPIT ou équivalentes est admise dans la mesure où toutes les précautions seront prises pour éviter les dégradations de conduites encastrées ou de maçonneries.

3.4. SECURITE INCENDIE

Les matériaux et procédés employés devront être conformes à la réglementation concernant la protection contre l'incendie des établissements classés en habitation, code du travail et ERP.

3.5. SECURITE DES PERSONNES - CONTRAINTES D'HYGIENE

Les titulaires de chaque lot devront tenir compte dans sa proposition de la loi 93.1418 du 31 décembre 1993 et du décret 94.1159 du 26 décembre 1994 et devra respecter le PGC (plan général de coordination) prévu pour une opération de niveau 2 suivi par un coordinateur SPS ainsi que le décret du 8 janvier 1965 relatif à l'hygiène et la sécurité sur les chantiers.

L'entrepreneur assurera la protection et la signalisation de ses travaux sans préjudice de toutes les prescriptions légales et réglementaires plus étendues qui pourraient lui être imposées en cours de travaux.

Conformément à la réglementation, un coordinateur de santé et de sécurité sera désigné par le maître d'ouvrage. L'intervention de celui-ci ne modifie pas la nature et l'étendue des responsabilités qui incombent aux entreprises et aux autres participants concernant la présente opération.

Ce coordinateur, chargé de la prévention, émet des observations qui lui paraissent nécessaires aux fins de prévenir les risques résultants des interventions simultanées ou successives des entreprises et de prévoir les moyens nécessaires pour éviter les risques. L'incidence de ces moyens n'étant pas quantifiable à priori, les entreprises devront néanmoins en tenir compte lors de la remise des prix.

Aucun objet ne sera laissé sur les échafaudages et leurs accès inaccessibles durant les heures et les jours non ouvrés.

3.6. INSTALLATIONS DE CHANTIER COMMUNES

L'entrepreneur du lot 06 CVC / Plomberie / Sanitaire, aura à sa charge les installations de chantier communes à toutes les entreprises (hors période d'interventions du lot 01 Démolitions).

Il incombera toutefois à chaque intervenant de s'assurer de la fermeture du chantier chaque soir ainsi que la remise en place chaque soir des protections y compris fermeture des installations communes extérieures qui devront être fermées.



3.7. NETTOYAGES

Chaque entreprise aura en charge le nettoyage quotidien de ses zones de travail.

3.8. COORDINATION DES ÉTUDES ET TRAVAUX

Dans le cadre de son propre lot et sous réserve du respect des prescriptions communes, chaque entrepreneur devra assister à toutes les réunions programmées au titre de la coordination, en plus de celles programmées par la maîtrise d'œuvre ou la maîtrise d'ouvrage.

4. DISPOSITIONS RELATIVES AUX TRAVAUX

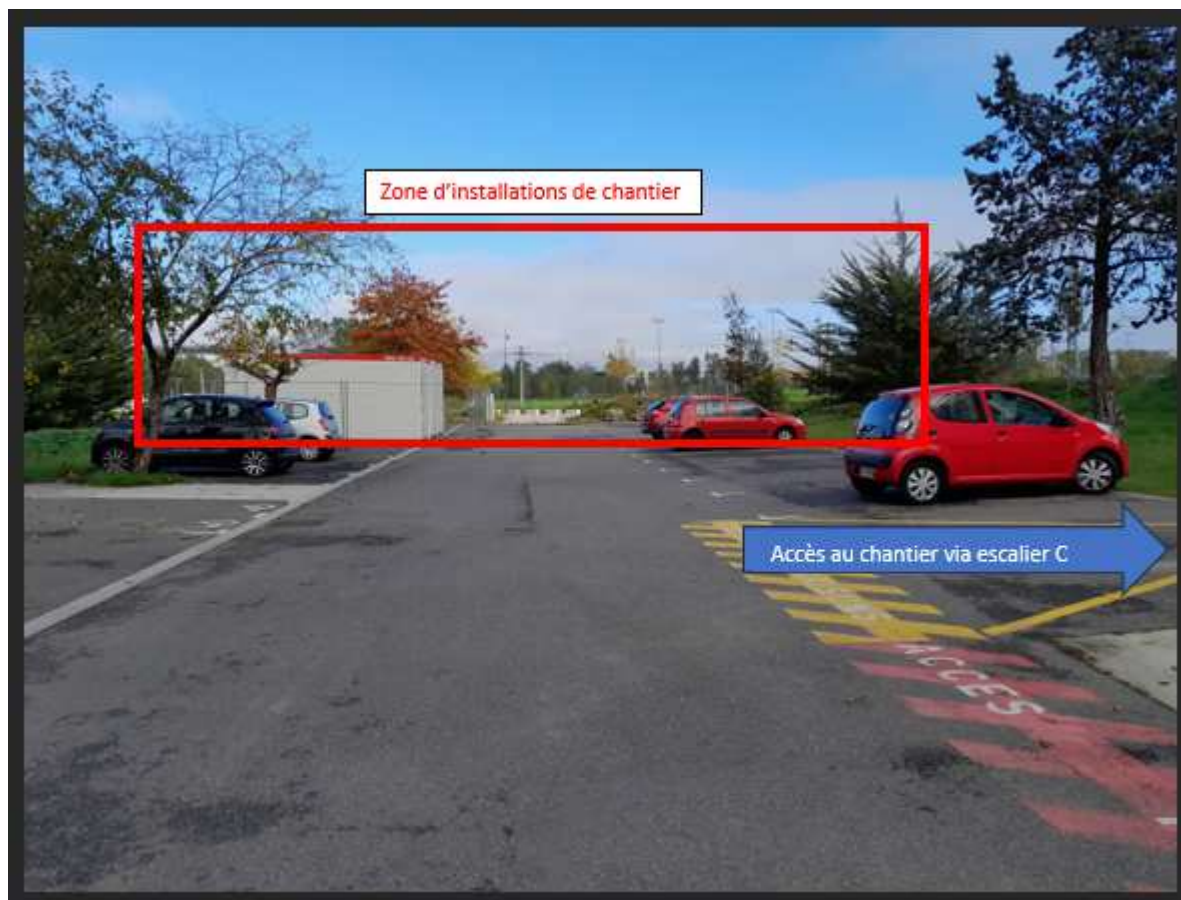
4.1. ACCES AU CHANTIER

L'accès au chantier se fera par l'escalier C du bâtiment 2, situé à proximité de la base vie.

L'accès pompier devra rester libre, et aucune installation ou véhicule ne devront créer d'entraves aux services de secours.

Les entreprises auront en charge le nettoyage commun de ces accès durant toute la durée des travaux.

L'entreprise du lot 07 CVC, en charge des installations communes de chantier prendra en charge la signalétique de prévention nécessaire, afin d'informer les usagers du bâtiment, en cas d'accès temporairement interrompu pour cause de manutention dans l'escalier C.



4.1. LIVRAISON/EVACUATION DE MATERAUX ET MATERIEL

4.1.1. Evacuation des gravats

Les gravats issus des opérations de démolition, seront acheminés vers l'extérieur dans des conteneurs à roulettes en empruntant le monte-charge. Les dimensions et la capacité de charge du conteneur seront définies en fonction de la charge maximale utile du monte-charge.

Durant toutes les opérations d'évacuation des gravats, l'intérieur du monte-charge et les parois des circulations empruntées en dehors de la zone de chantier seront protégés.

Durant toutes les opérations d'évacuation des gravats, le monte-charge et les circulations empruntés seront maintenus propres et en parfait état de fonctionnement (nettoyage quotidien en fin de journée).

A la fin des opérations d'évacuation des gravats, un nettoyage général du monte-charge et des circulations empruntées sera réalisé par l'entreprise titulaire du lot démolition.

4.1.2. Livraison de matériel lourds

Pour les livraisons de matériel lourds, l'utilisation du monte-charge présent au niveau de l'escalier C pourra être autorisée, sous réserve de planification des livraisons, d'accord avec le maître d'ouvrage et de coordination avec les utilisateurs. Toutes les protections devront être prévues afin de ne pas dégrader le moyen. Les limites de charge devront impérativement être formellement respectées. Un état des lieux en présence du Maître d'ouvrage, du Maître d'œuvre et des entreprises ayant formulé une demande d'utilisation du moyen sera réalisé avant le démarrage des travaux.

Le nettoyage de l'ascenseur après utilisation est à la charge des entreprises utilisatrices. En cas de dégradation du bien, les frais de remise en état et réparation seront à la charge de l'ensemble des entreprises.

4.1.3. Livraison de matériel encombrant (non compatible avec le monte-charge)

Pour les livraisons de matériel encombrant dont les dimensions ne seraient pas compatibles avec les dimensions du monte-charge, les livraisons devront se faire par la façade Est du bâtiment, directement au 3^{ème} étage. La façade donnant sur l'escalier C, dispose d'une menuiserie extérieure à 2 vantaux, sécurisée par un garde-corps. Un portillon est aménagé dans le garde-corps pour le passage des matériaux encombrants.

Les matériels sera acheminé au 3^{ème} étage via un moyen de levage adapté. Les manutention au niveau du palier de l'escalier C devront se faire en toute sécurité (opérateurs de manutention attachés à un point d'ancrage quand le portillon du garde-corps est ouvert.

L'acheminement vers la zone de stockage se fera via la circulation du 3^{ème} étage avec un matériel de manutention adapté (chariot roulant, ...).

4.2. COORDINATION / PLANNING

Les entreprises établiront tous contacts nécessaires et obtiendront tous renseignements utiles avec les autres intervenants ayant des prestations sur ou à proximité des ouvrages qu'il aura à exécuter.

Les entreprises devront notamment avoir pris connaissance du planning fournis dans le dossier de consultation. Ce planning de travaux sera étayé durant la période de préparation à l'appui des éléments communiqués par les entreprises. Ce planning établi à l'issue de la période de préparation sera signé de toutes les entreprises avant le démarrage des travaux.

Les travaux pourront être réalisés du lundi au vendredi de 8h00 à 18h00 avec une interruption des

bruits bruyants de 12h00 à 14h00.

4.3. HYGIENE ET SECURITE DU CHANTIER

Les Entrepreneurs devront se conformer à l'ensemble des dispositions du Code du Travail, des ERP et des règlements en vigueur à la date d'exécution, l'application de ces dispositions relevant de sa totale responsabilité.

De plus, il devra se conformer à toute disposition particulière locale qui sera jugée indispensable par le coordonnateur sécurité, le Maître d'œuvre et le Maître d'Ouvrage, en raison d'impératifs locaux.

4.4. COMPTE PRORATA

Le lot 07 CVC aura en charge la gestion d'un compte prorata avec l'ensemble des entreprises pour la gestion de mise à disposition des bungalow, roulement des bennes ainsi que le traitement des déchets et si besoin pour la mise en place d'un conteneur de stockage.

Les déchets liés aux travaux de démolition, à la charge du lot 01 Démolitions, ne sont pas inclus dans le compte prorata mais directement pris en charge par le lot 01.

Il est demandé aux entreprises une participation au compte prorata à hauteur de 2%.

4.5. DOSSIER D'EXECUTION

Avant toute intervention sur le chantier, les Entrepreneurs devront obligatoirement remettre leur dossier d'exécution avec le respect du délai annoncé au planning présenté à la consultation et suivant les demandes de la maîtrise d'œuvre et du maître d'ouvrage.

Les commandes et travaux ne pourront être lancés qu'après un VISA favorable par la maîtrise d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage. En cas d'observation ou d'avis défavorable sur les documents présentés par l'entreprise, cette dernière s'engage à y remédier dans les plus brefs délais afin de ne pas pénaliser le planning de travaux.

4.6. RECEPTION

A la fin des travaux de chaque étape ou réattribution à la maîtrise d'ouvrage des bureaux isolés nécessitant des interventions, une réception de travaux sera prononcée à l'appui également de la remise des tests et du Dossier des Ouvrages Exécutés correspondants par l'entreprise.

A l'issue de chaque réception, un procès-verbal de réception sera signé par toutes les parties. Ces procès-verbaux pourront mentionner des réserves mineures, majeures ou bloquantes mentionnées par la maîtrise d'œuvre ou la maîtrise d'ouvrage. Pour chaque réserve identifiée un planning de levée de réserves sera indiqué sur le procès-verbal. L'entreprise s'engage à respecter le délai et à informer la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre de la levée de ses réserves.